20 000 migrants en Guyane en six ans : la théorie du peuplement de la Guyane voulue par l'Etat fait son chemin…

16/03/2021 à 17h37



Ils sont de plus en plus nombreux à joindre leurs voix, parmi les élus notamment, pour réclamer de l'Etat, un contrôle effectif des frontières. **D'aucuns en arrivent à se demander si l'Etat ne validerait pas cette immigration, au nom d'une théorie de peuplement de la Guyane.**

"Je baisse les bras" déclaration du maire de Kourou, François Ringuet face à la réponse jugée trop timorée du préfet au sortir de la visite du squat Chili la semaine dernière. L'édile n'y crois pas, ne voit pas d'issue. Des élus dépassés, avec des écoles flambant neuves trop petites, des logements en nombre insuffisant, un jeune actif sur trois est au chômage, coupable: la croissance économique, trop faible pour absorber le flot de nouveaux arrivants sur le marché. Alors oui le boom démographique est surtout dû au solde naturel, autrement dit les naissances. Mais cette vitalité est soutenue par les vagues migratoires. Les élus somment l'Etat d'assumer ses

compétences. Mais les moyens ne suivent pas.

On le sait le niveau de vie de ce petit bout d'Europe attire des migrants économiques. Alors l'Etat ferme-t-il les yeux ? Le peuplement d'une Guyane encore sous peuplée, ce serait l'objectif ? Des débuts de la colonisation, à Jacques Chirac prônant dans les années 70 la venue en nombre de français pour développer la Guyane en passant par le Bureau pour l'Installation des Personnes Immigrées en Guyane dans les années 50, cette obsession serait donc tenace ? …

C'est vrai après tout il y a de la place en Guyane, mais la réalité c'est une paupérisation d'une partie toujours plus grande de la population, la multiplication des zones d'habitats spontanés, la montée des tensions intercommunautaires, bref une cocotte minute source de violences en tout cas d'une violence symbolique et de choix politique. **Des choix comme le vote pour Marine Le Pen arrivée en tête à l'issue du premier tour lors des dernières élections présidentielles. Il y a donc urgence à inventer. Inventer l'économie de demain, de nouveaux liens pour le vivre ensemble, de nouveaux rapports entre citoyens et administrations, en somme de nouveaux possibles, loin des scénarios écrits d'avance.**

FranceInfo 1